

MaPrimeRénov', la prime énergétique en panne d'élan



Conçue comme un pilier de la transition énergétique, MaPrimeRénov' a permis de financer des rénovations énergétiques pour des millions de logements depuis 2020. Mais entre complexité administrative, explosion des demandes, suspicion de fraudes et contraintes budgétaires, le dispositif, pourtant vital pour atteindre les objectifs climatiques, a été suspendu cet été par le gouvernement, suscitant interrogations et frustrations chez les ménages comme les professionnels du bâtiment. Sur le plan macroéconomique, pourtant, MaPrimeRénov' continue néanmoins de soutenir l'investissement. Au premier semestre 2025, 156 762 logements ont été rénovés, pour 1,86 milliard d'euros d'aides accordées, générant environ 4,4 milliards d'euros de

travaux.

Lancé en 2020 pour remplacer et simplifier les multiples aides existantes en France, MaPrimeRénov' avait pour ambition d'inciter propriétaires et bailleurs à engager des travaux de rénovation énergétique, qu'il s'agisse d'isolation, de changement de chauffage ou de rénovations globales. Très vite, elle a rencontré un vif succès -trop vif- si bien que le nombre de rénovations globales a triplé au premier trimestre 2025 par rapport à l'année précédente.

Un pari ambitieux mais semé d'obstacles

Pourtant, dès ses débuts, la mise en place a été rude. Les premiers utilisateurs ont essuyé des retards de traitement, des bugs informatiques et un parcours complexe, avec des pièces justificatives nombreuses et des délais d'attente plus longs que promis, parfois au détriment du confort financier des ménages engagés dans des travaux conséquents.

Des règles mouvantes et un accompagnement critiqué

Paradoxalement, alors que l'objectif affiché du gouvernement était d'encourager les rénovations profondes, les changements fréquents de règles et la mise en place d'un accompagnement obligatoire : Mon Accompagnateur Rénov'-ont été sources de confusion. Ce rôle d'intermédiaire, voulu pour sécuriser les dossiers, a aussi été mis en cause pour des devis anormalement élevés et des conflits d'intérêts, complexifiant encore davantage un dispositif déjà ardu à appréhender.

Des démarches administratives trop lourdes

Du côté des professionnels, les retours sont amers : nombreux sont ceux qui pointent des démarches administratives ralentissant le lancement des travaux, une incertitude politique qui pèse sur leur activité, l'ensemble impactant durablement la prévision de leurs carnets de commande.



Copyright MMH

Budgets sous tension et suspension en 2025

Sur fond de contraintes budgétaires nationales et de besoin de maîtrise des dépenses publiques, l'État a décidé, en juillet 2025, de mettre le dispositif en pause pour les rénovations d'ampleur, tout en maintenant l'aide pour les travaux isolés "mono gestes". Cette décision découle notamment d'un budget réduit à 3,6 milliards d'euros, amputé de près de 460M€, et de la nécessité de gérer l'afflux massif de dossiers qui ont saturé les services instructeurs.

La lutte contre la fraude

La lutte contre la fraude, qui a représenté 229M€ évités en 2024 grâce à des contrôles renforcés, a également servi d'argument pour justifier cette pause, même si l'on peut, légitimement, se poser la question d'une contrainte imposée par les arbitrages budgétaires. En 2024, l'Agence nationale de l'habitat (Anah) a identifié près de 44 000 dossiers frauduleux, soit environ un dossier sur dix, permettant d'éviter le versement de près de 230M€ d'aides publiques. Les fraudes les plus courantes concernaient des travaux inexistantes, des devis artificiellement gonflés, de faux audits énergétiques, mais aussi des usurpations d'identité et des réseaux d'entreprises éphémères créées pour capter les subventions.



Ecrit par Mireille Hurlin le 31 décembre 2025

Quid de l'impact local : Paca et Vaucluse ?

Dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le dispositif connaît une dynamique particulière. Les aides à la rénovation énergétique, dont MaPrimeRénov', ont généré plus de 211M€ de travaux en 2024, avec une part importante de ménages modestes et très modestes parmi les bénéficiaires, représentant près de 71% des subventions régionales 7,5 % des bénéficiaires vauclusiens.

Un outil national difficile à maîtriser localement

Lancé en 2020 pour accompagner la rénovation énergétique des bâtiments privés, MaPrimeRénov' a permis à des millions de ménages de réduire leurs consommations d'énergie tout en améliorant leur confort. Au niveau national, plus de 2,3 millions de logements ont été rénovés grâce à ce dispositif depuis sa création, générant des dizaines de milliards d'euros de travaux dans le secteur du bâtiment.

Un public ciblé, atteint, avec un retour enthousiaste

Dans la région Paca, ce mouvement a trouvé un écho notable : au 1er septembre 2023, 14 021 dossiers MaPrimeRénov' avaient été engagés pour financer des travaux énergétiques, avec 68 % des demandes déposées par des propriétaires modestes ou très modestes, la preuve que l'aide avait bien atteint sa cible sociale. Plus de 75 000 dossiers MaPrimeRénov' avaient été engagés dans toute la région depuis 2020, avec une dynamique qui s'était amplifiée jusqu'en 2022-2023 avant de marquer un léger repli.



Copyright MMH

Entre frustrations et défis climatiques

Alors que l'objectif de rénovation des logements reste central pour atteindre les engagements climatiques, notamment pour réduire les émissions des bâtiments, l'arrêt du principal outil financier de cette politique soulève des questions, comme celle de réduire la précarité énergétique en améliorant le confort des foyers et en réduisant leurs factures.

Pour l'heure

MaPrimeRénov' sera de nouveau suspendue à compter du 1er janvier 2026. Faute de loi de finances votée, le gouvernement a confirmé la fermeture du guichet, rendant impossible le dépôt de nouveaux dossiers. Une décision qui change brutalement la donne pour de nombreux propriétaires engagés, ou sur le point de l'être, dans des travaux de rénovation énergétique.



Ecrit par Mireille Hurlin le 31 décembre 2025

Pour mémoire

MaPrimeRénov a été officiellement lancée en janvier 2020 pour une ouverture progressive à tous les propriétaires en en janvier 2021, puis aux bailleurs en juillet 2021. MaPrimeRénov a ensuite été réorganisée avec de nouveaux volets en janvier 2024, suspendue en juillet 2025, reprise partiellement fin septembre 2025 et sera arrêtée au 1er janvier 2026.

Les prochains mois seront déterminants

Les prochains mois seront déterminants pour réinventer le dispositif ou proposer un nouveau cadre de soutien plus efficace, plus lisible et surtout plus durable pour les ménages et les professionnels engagés dans la grande rénovation énergétique du parc résidentiel français.

Les sources : Banque des territoires ; Anah.gouv.fr ; Ministère chargé du logement ; Préfecture de Paca ; pacadeveloppementdurable.gouv.fr ; Vaucluse.fr ; Cerc-paca.fr ; Cmar- Paca.fr...

Mireille Hurlin